



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/22089  
17 janvier 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

---

LETTRE DATEE DU 11 JANVIER 1991, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DU PANAMA AUPRES DE L'ORGANISATION DES  
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la résolution No 603-01-106-ALCN de la Direction générale des affaires consulaires et de la navigation maritime du Ministère des finances et du trésor, en date du 9 août 1990, ainsi que des communiqués publiés par le Ministère des relations extérieures, par lesquels le Panama donne effet à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur.

Représentant permanent

(Signé) César PEREIRA BURGOS

Annexe 1

REPUBLIQUE DU PANAMA  
MINISTERE DES FINANCES ET DU TRESOR  
DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES CONSULAIRES ET DE LA NAVIGATION MARITIME

Résolution No 603-01-106-ALCN

PANAMA : 9 août 1990

OBJET : Marine marchande nationale

Le Directeur général aux affaires consulaires et à la navigation maritime soussigné, agissant en vertu des pouvoirs que lui confère la loi,

CONSIDERANT :

Que, par suite de l'invasion du Koweït par l'Iraq, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté la résolution 661 (1990), par laquelle il impose un embargo économique visant les deux pays et demande aux Etats Membres ainsi qu'aux Etats non membres de l'Organisation d'agir de façon strictement conforme aux dispositions de la résolution nonobstant tout contrat passé ou toute licence accordée avant la date de la résolution,

Que la République du Panama est Membre de l'Organisation des Nations Unies en vertu de son adhésion à la Charte le 13 novembre 1945,

Que la Direction générale des affaires consulaires et de la navigation maritime est habilitée à réglementer les activités concernant les navires immatriculés dans la marine marchande nationale et peut prendre des mesures en cas de non-application des accords internationaux ou des résolutions adoptées par les organes compétents des Nations Unies,

Que notre pays a décidé de donner suite à la résolution de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu de la gravité que revêt l'invasion armée du Koweït par l'Iraq,

DECIDE :

1. De se conformer à la décision adoptée par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, et d'interdire aux navires immatriculés au Panama de transporter toute marchandise à destination ou en provenance de tout port de l'Iraq ou du Koweït, sauf dans les cas prévus dans la résolution 661 (1990);
2. D'informer les administrateurs civils de la marine marchande afin qu'ils facilitent la diffusion, à tous les niveaux possibles, de la décision qui a été prise de donner suite à la résolution 661 (1990) adoptée par l'Organisation des Nations Unies, avertissant que tout navire qui enfreindrait ces dispositions s'exposera aux peines que prescrira la Direction générale des affaires consulaires et de la navigation maritime conformément à la loi No 2 (1980).

TEXTES PORTANT AUTORISATION : Articles 9 et 11 de la loi No 2 du  
17 janvier 1980. Résolution 661 (1990) du  
Conseil de sécurité de l'Organisation des  
Nations Unies

POUR REPRODUCTION, NOTIFICATION ET EXECUTION

Le Directeur général

(Signé) Guillermo MARQUEZ A.

Annexe II

CIRCULAIRE

Le Ministère des relations extérieures présente ses compliments aux ambassades et consulats du Panama et a l'honneur de leur faire tenir ci-joint le texte de la résolution 661 (1990) par laquelle le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a approuvé l'adoption de sanctions économiques par suite de l'invasion du Koweït par l'Iraq.

En conséquence, et étant donné que les résolutions du Conseil de sécurité ont force obligatoire, le Ministère des relations extérieures donne pour instruction aux ambassades et aux consulats d'appliquer strictement les sanctions qui ont été décrétées.

Les ambassades et les consulats devront informer immédiatement le Ministère des relations extérieures de toute activité ou situation ressortissant aux dispositions de la résolution 661 (1990) susmentionnée.

Le Ministère des relations extérieures saisit cette occasion pour renouveler aux ambassades et aux consulats du Panama les assurances de sa haute considération.

Annexe III

COMMUNIQUE DU 3 AOUT 1990

1. Le Gouvernement de la République du Panama condamne l'invasion du Koweït par l'Iraq car elle constitue un recours à la force qui porte atteinte aux principes les plus élémentaires de la coexistence pacifique et du respect de l'intégrité des Etats.
  2. L'action armée de l'Iraq contre le Koweït constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et met en danger la paix et la sécurité internationales.
  3. La République du Panama juge indispensable le retrait immédiat des troupes d'occupation irakiennes du territoire du Koweït et, à cet effet, demande à tous les membres de la communauté internationale d'apporter leur appui solidaire au peuple et au Gouvernement koweïtiens.
-